



Ce baromètre présente les informations saillantes concernant les salariés des entreprises de la branche professionnelle des cabinets d'avocats, à partir des données de la DADS 2008-2016 fournies par l'Insee et de prévisions statistiques pour les années 2017-2019. Il propose une photographie comparative des caractéristiques et des conditions d'emploi des salariés.



### PRÉPONDÉRANCE DES EMPLOYÉS

- Les cadres sont bien représentés : 27,7 % contre 23,3 % pour le secteur.
- La proportion de professions intermédiaires est très faible (9 %) et inférieure à la part observée pour l'ensemble du secteur (9,5 %).
- Le taux d'employés est inférieur à celui du secteur (62 % contre 65,7 %).
- Les ouvriers sont peu nombreux, il s'agit essentiellement du personnel d'entretien.

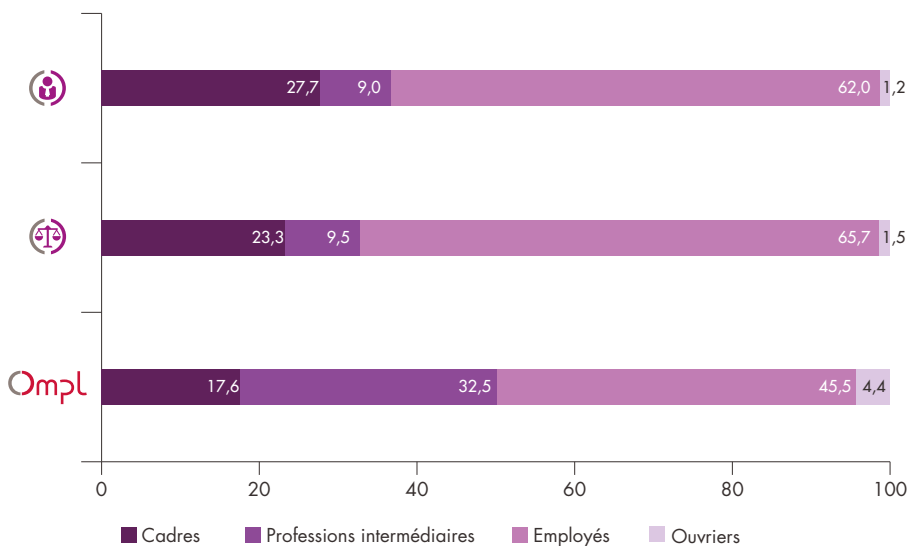


### EMPLOIS LIÉS AU SOUTIEN DU MÉTIER ET DE L'ENTREPRISE

78,0 % des salariés de la branche réalisent des activités de soutien dans leur emploi.

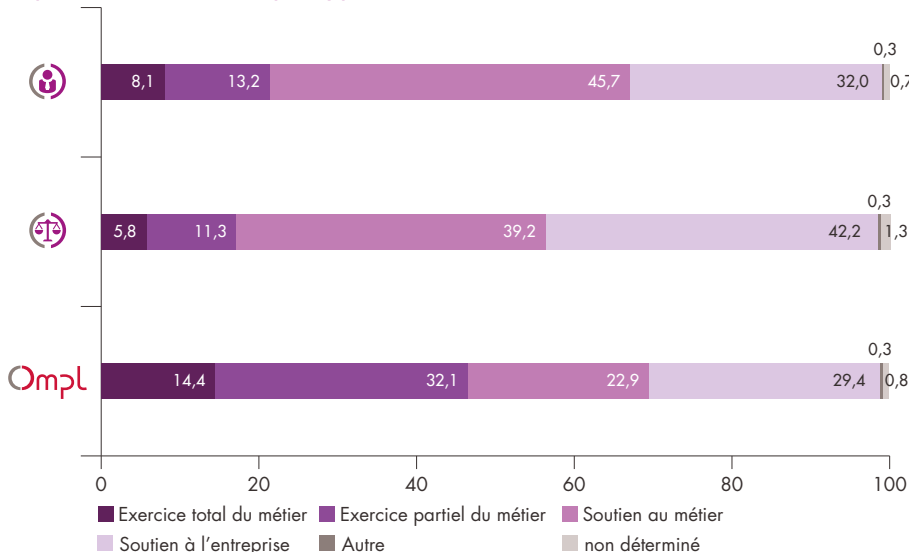
Ils sont ainsi 45,7 % à exercer une activité venant en soutien du métier (assistantes juridiques...).

### Répartition des salariés par catégorie sociale (%)



Source : Insee, DADS 2016.

### Répartition des salariés par type de métier (%)



Source : Insee, DADS 2016.

Secteur juridique

Branche professionnelle

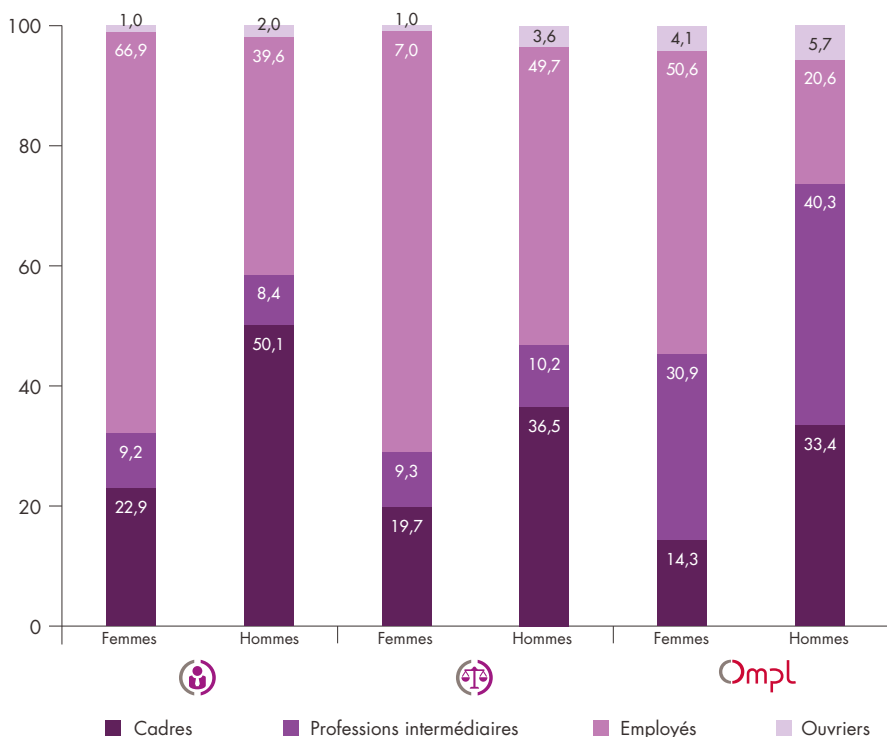
Cabinets d'avocats



### FEMMES PLUS SOUVENT EMPLOYÉES

Pour les femmes de la branche, la part des employées est importante. Elle atteint 66,9 % contre 39,6 % seulement pour les hommes.

### Répartition des salariés par genre et catégorie sociale (%)



Source : Insee, DADS 2016.



### LÉGER REPLI DU TAUX DE FÉMINISATION

Par rapport à 2008, la part des femmes dans l'emploi de la branche tend à diminuer jusqu'en 2016.

Cette tendance semble confirmée par les prévisions effectuées pour les années 2017 à 2019.

Néanmoins, la féminisation des ouvriers et des cadres devrait progresser.

### Évolution du taux de féminisation par catégorie sociale (%)

Années	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble
2008	ND <sup>1</sup>	ND <sup>1</sup>	ND <sup>1</sup>	ND <sup>1</sup>	ND <sup>1</sup>
2009	62,0	80,0	95,0	48,0	84,0
2010	63,0	75,0	94,0	47,0	84,0
2011	64,0	76,0	93,0	58,0	83,0
2012	66,0	80,0	92,0	61,0	84,0
2013	66,0	81,0	91,0	53,0	83,0
2014	66,4	76,5	91,0	68,2	81,6
2015	66,6	77,5	89,9	67,3	81,0
<b>2016</b>	<b>68,0</b>	<b>83,6</b>	<b>88,7</b>	<b>70,5</b>	<b>82,3</b>
2017 (sd)	68,7	81,2	88,1	78,7	81,2
2018 (sd)	69,5	81,8	87,2	80,3	80,8
2019 (p)	70,3	82,4	86,4	84,8	80,4

Source : Insee, DADS 2008-2016, estimations.

sd : données semi-définitives — p : prévisions

1 : non déterminé pour cause de secret statistique.






## SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

La répartition des salariés par catégorie sociale varie fortement d'une région à l'autre.

Ainsi, la part des employés est maximale pour la Corse (73,6 %), mais son minimum est atteint pour l'Île-de-France (55,7 %).

## Répartition des salariés par région et catégorie sociale (%)

Régions	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Non déterminé <sup>1</sup>
Auvergne-Rhône-Alpes	27,0	9,5	60,7	0,7	2,1
Bourgogne-Franche-Comté	21,8	8,2	66,3	1,2	2,5
Bretagne	27,8	6,9	62,1	0,6	2,7
Centre-Val de Loire	21,0	7,9	69,8	1,3	0,0
Corse	9,3	ND <sup>1</sup>	73,6	ND <sup>1</sup>	17,1
DOM	13,7	5,9	69,9	3,4	7,0
Grand Est	20,8	6,8	71,1	0,9	0,5
Hauts-de-France	20,9	6,1	70,9	1,4	0,8
Île-de-France	33,3	9,5	55,7	1,2	0,3
Normandie	20,9	6,9	71,0	1,2	0,0
Nouvelle-Aquitaine	24,5	8,1	66,1	0,9	0,4
Occitanie	22,4	9,5	65,9	1,4	0,7
Pays de la Loire	30,6	ND <sup>1</sup>	58,9	ND <sup>1</sup>	10,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19,9	8,2	69,8	1,9	0,3
	<b>27,7</b>	<b>9,0</b>	<b>62,0</b>	<b>1,2</b>	<b>0,0</b>
	<b>23,3</b>	<b>9,5</b>	<b>65,7</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>
	<b>17,6</b>	<b>32,5</b>	<b>45,5</b>	<b>4,4</b>	<b>0,0</b>

Source : Insee, DADS 2016.

<sup>1</sup> : non déterminé pour cause de secret statistique.